Julien Nimubona : Un ministre très universitaire

Jeune Afrique, 25/09/2012Burundi : retour sur scÃ¨neJulien Nimubona : "Nos diplÃ´mes n'Ã©taient reconnus nulle part, ce ne sera plus le cas" - Par Tshitenge Lubabu M.K.MalgrÃ© le manque de moyens, le ministre de l'Enseignement supÃ©rieur et de la Recherche scientifique est dÃ©terminÃ© Ã aller jusqu'au bout de la rÃ©forme de l'UniversitÃ© burundaise, qui vient de franchir un pas dÃ©cisif.Depuis sa nomination en aoÃ»tÂ 2010, Julien Nimubona, 49Â ans, membre de l'Union pour le progrÃ¨s national (Uprona), ne passe pas inaperÃ§u. Un mois aprÃ¨s sa prise de fonctions, il a fait fermer deux Ã©tablissements d'enseignement supÃ©rieur qui avaient dÃ©marrÃ© leurs activitÃ©s depuis dix ans sans autorisation... et susc des plaintes de la part de certains de leurs diplÃ´mÃ©s. Cette annÃ©e, outre l'entrÃ©e en application de la loi rÃ©organisant l'enseignement supÃ©rieur, en novembre 2011, le pays est passÃ© au systÃ¨me licence-master-doctorat et intÃ¨gre donc les standards internationaux. L'occasion, pour le ministre, d'accÃ©lÃ©rer la rÃ©forme de l'UniversitÃ©. Et il a fort Ã faire. Jeune Afrique : En quoi 2012Â est-elle une annÃ©e charniÃ¨re pour l'UniversitÃ© ?Julien Nimubona : La loi portant rÃ©organisation de l'enseignement supÃ©rieur, adoptÃ©e par le Parlement en 2001, est entrÃ©e en vigueur en novembre dernier et, aujourd'hui, les Ã©tudiants des premiÃ¨res annÃ©es l'ont dÃ©jÃ mise en pratique. Jusqu'Ã prÃ©sent, notre systÃ¨m datait des annÃ©es 1960 et Ã©tait hÃ©ritÃ© de la colonisation belge, avec des structures, des enseignements et filiÃ¨res traditionnelles qui produisent beaucoup de diplÃ´mÃ©s, dont la plupart, malheureusement, sont au chÃ´mage. En outre, les anciens diplÃ´mes n'Ã©taient reconnus nulle part. Ce ne sera plus le cas avec le passage au systÃ¨me BMD, bachelor-master-doctorat [Ã©quivalent anglophone, plus couramment utilisÃ© au Burundi, du LMD, licence-Â-master-doctorat, NDLR], fonctionnel depuis cette annÃ©e et par lequel nous sommes en train d'adapter notre enseignement supÃ©rieur aux standards internationaux, en particulier Ã ceux de la CommunautÃ© est-africaine. Il repose sur trois niveaux de diplÃ´mes - Â licence sur trois ans, master sur deux ans et doctorat, sur trois ansÂ - et met l'accent sur la professionnalisation.Comment les enseignements vont-ils Ã©voluer ?Nous profitons de l'occasion pour introduire de nouvelles filiÃ¨res et professionnaliser l'enseignement supÃ©rieur Ã travers des baccalaurÃ©ats [licences] et des masters appropriÃ©s -Â nous avons ainsi intÃ©grÃ© des cours d'entrepreneuriat dans toutes les universitÃ©sÂ - et, surtout, pour crÃ©er instituts postsecondaires professionnels. Cela permettra de rÃ©soudre un peu le problÃ¨me du chÃ´mage des jeunes.MÃªme s'il coÃ»te trÃ¨s cher Ã l'Ã‰tat, le systÃ¨me BMD est le mieux adaptÃ©. Avant, la premiÃ¨re et la deuxiÃ¨me annÃ©e Ã©taient consacrÃ©es Ã des matiÃ¨res trop gÃ©nÃ©rales. Une perte de temps. En allÃ©geant les cours, on densifie le matiÃ¨res de spÃ©cialitÃ© et on gagne un an en spÃ©cialisation. Non seulement on crÃ©e des formations spÃ©cialisÃ©es, ce nous appelons Â«Â bachelors gÃ©nÃ©rauxÂ Â», qui dÃ©bouchent sur les masters de recherche, mais on ouvre une brÃ¨che po les Ã©tudiants, qui ont la possibilitÃ© de suivre un cursus de baccalaurÃ©at [licence] professionnel avant d'aller vers le master professionnel. Ils s'insÃ©reront donc plus facilement qu'auparavant dans le monde du travail.Comment rÃ©soudre le problÃ¨me posÃ© par l'afflux de nombreux nouveaux Ã©tudiants alors que les capacitÃ©s d'accueil sont limitÃ©es ?La rÃ©pons que nous apportons Ã cette explosion des effectifs, qui est la consÃ©quence de la dÃ©mocratisation de l'enseignement depuis la base jusqu'au secondaire, est la libÃ©ralisation de l'enseignement supÃ©rieur. DÃ©sormais, nous n'orientons plus les Ã©tudiants. S'ils rÃ©ussissent l'examen de fin d'Ã©tudes secondaires, ils vont dans les facultÃ©s qu'ils souhaitent. Depuis deux ans, le gouvernement consacre chaque annÃ©e environ 1Â milliard de francs burundais [530 500Â euros] Ã la construction de nouveaux amphithÃ©Ã¢tres et, Ã partir de 2013, nous mettrons en pratique une nouvelle stratÃ©gie qui consiste Ã construire trois amphithÃ©Ã¢tres chaque annÃ©e, avec trois grandes salles par campus.Au-delÃ de la capacitÃ© d'accueil, il faut aussi avoir de bons enseignants et qu'ils soient plus nombreux. Notre systÃ¨me Ã©tait trÃ¨s performant avant la crise de 1993 et produisait des Ã©tudiants trÃ¨s compÃ©tents. Avec la crise, les professeurs sont partis dans les pays voisins ou en Occident. Les assistants envoyÃ©s en formation ne sont pas revenus. Aujourd'hui, nous profitons de la fin de la crise et de l'amÃ©lioration des conditions de vie des professeurs pour engager cette grande rÃ©forme, tout en sachant qu'il y a d'autres conditions Ã remplir, notamment le recrutement d'enseignants hautement qualifiÃ©s et l'encadrement des Ã©tudiants, avec une approche individuelle.Une approche individuelle avec des Ã©tudiants toujours plus nombreux ?La vraie rÃ©ponse, et le vÃ©ritable dÃ©fi, c'est la diversification des offres de formation et, surtout, la dÃ©centralisation de la seule universitÃ© publique. Parmi les diffÃ©rents projets, nous sommes en train d'envisager la construction, d'ici Ã trois ans, d'instituts polytechniques Ã l'Ã©chelle rÃ©gionale. Ils seront destinÃ©s Ã l'enseignement professionnel et ils nous permettront d'accueillir beaucoup de jeunes. DÃ¨s janvierÂ 2013, nous comptons aussi transformer certaines sections de l'Institut supÃ©rieur de commerce, qui a fusionnÃ© avec la facultÃ© des sciences Ã©conomiques, pour en faire des instituts postsecondaires professionnels dans des domaines comme l'hÃ´tellerie ou le tourisme.La prolifÃ©ration des Ã©tablissements supÃ©rieurs privÃ©s pose-t-elle des problÃ¨mes ?Oui... Aujourd'hui, il y en a vingt-trois, parmi lesquels des Ã©tablissements dont les fondateurs espÃ©raient tirer profit en recrutant de plus en plus d'Ã©tudiants. Tout le monde se plaint de la qualitÃ© des enseignements qui y sont dispensÃ©s. La nouvelle loi nous permet dÃ©sormais d'inspecter, de contrÃ´ler, d'autoriser, d'agrÃ©er et d'accrÃ©diter -Â ou nonÂ - ces Ã©tablissements dans le cadre d la Commission nationale de l'enseignement supÃ©rieur, composÃ©e de gens trÃ¨s compÃ©tents, objectifs et fiables.Avez-vous les moyens de votre politique ?L'Ã©ducation en gÃ©nÃ©ral occupe une grande place dans le budget du gouvernement, 26Â %, soit le troisiÃ¨me budget aprÃ¨s celui de l'agriculture et celui de la santÃ©, mais le gouvernement et ses partenaires consacrent l'essentiel des moyens au primaire [gratuit depuis 2005] et au secondaire dans le cadre de l'objectif Ã‰ducation pour tous. L'enseignement supÃ©rieur reste le parent pauvre, et j'avoue que c'est difficile, nous n'avons pas assez de moyens. Les grands concepteurs des plans de financement de l'Ã©ducation pensent que le supÃ©rieur n'est pas la prioritÃ© de l'Afrique... Mais, depuis l'an dernier, ce concept a commencÃ© Ã changer, et, avec l'appui de pays amis, j'espÃ¨re avancer un peu plus vite.Propos recueillis Ã Bujumbura par Tshitenge Lubabu M.K.Un ministre trÃ¨s universitaire AprÃ¨s une maÃ®trise d'histoire Ã l'universitÃ© du Burundi (UB) en 1991, Julien Nimubona a obtenu un diplÃ´me d'Ã©tudes approfondies Ã l'Institut d'Ã©tudes politiques de Talence, prÃ¨s de Bordeaux (France), et, en 1998, a soutenu sa thÃ¨se de doctorat en sciences politiques au Centre de recherche et d'Ã©tudes sur les pays de l'Afrique orientale de l'universitÃ© de

Pau et des Pays de l'Adour - oÃ¹ il a enseignÃ©. Les travaux de recherche de l'enseignant-chercheur, qui a Ã©tÃ© professeur associÃ© et directeur des services acadÃ©miques de l'UB de 2000 Ã 2002, portent sur les reprÃ©sentations du pouvoir politique et sur les conflits dans la rÃ©gion des Grands Lacs. Consultant pour les organisations internationales, il intervient en particulier sur les questions de gouvernance, de processus dÃ©mocratique et de rÃ©solution des conflits. T.L.M.K.